

QU'EST-CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE POUR LA FRANCE ?



FRANCIS WURTZ *

L'exigence d'un changement profond de la politique extérieure de la France s'exprime de plus en plus dans le débat public – tout au moins parmi les citoyens les plus politisés. C'est, à plus forte raison, le cas parmi des chercheurs experts en politique internationale, nombreux à critiquer sévèrement la vision du monde qui sous-tend la diplomatie actuelle, souvent qualifiée d'anachronique sinon de régressive – ce que la réaction de Paris aux développements récents de la crise du système international confirme amplement. C'est aussi – et plus étonnamment – le cas de la part d'anciens acteurs directs et reconnus de la politique extérieure française, qui s'élèvent désormais à voix haute contre une série de dérives significatives que connaît depuis un certain temps l'action extérieure de l'exécutif. C'est enfin à une véritable floraison de remises en cause des choix des dirigeants français que l'on assiste à propos de leur politique européenne – et, cette fois, dans l'ensemble de la société. Dans toutes ces contributions au nécessaire débat sur les orientations nouvelles à promouvoir, s'affirment souvent des idées répondant aux critères de ce que nous considérons comme une politique extérieure de gauche pour la France.

* ANCIEN PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

Une réponse de gauche à la mondialisation

Parmi les experts progressistes en politique internationale qui s'efforcent d'orienter leurs travaux vers l'élaboration d'une réponse de gauche à la mondialisation, Bertrand Badie¹ constitue une référence. Sa thèse centrale a la force de l'évidence : le monde a changé. D'abord, il n'est plus limité géographiquement comme du temps des colonies ni coupé en deux comme durant la guerre froide. Il faut donc se situer par rapport à l'humanité et à la planète tout entières. Ensuite, malgré les rapports de force impitoyables qui s'y exercent, il existe un niveau d'interdépendance sans précédent : aucun État, même le plus puissant, ne peut plus ignorer totalement les autres ni leur imposer toutes ses volontés. Cette interdépendance offre une chance : ce que l'un gagne n'est plus nécessairement le résultat d'une perte pour l'autre. Par exemple, la Chine n'a rien à gagner à l'effondrement des États-Unis et réciproquement.

106

Dans ce monde, les enjeux de sécurité ont changé. Pas une intervention politico-militaire n'a réussi : de l'Afghanistan à l'Irak, de la Libye à la République centrafricaine ou au Sahel. L'instrument militaire n'est plus adapté. Y compris les opérations militaires contre Daech, dans la mesure où elles ne résoudront pas les frustrations des populations sunnites provoquées par la guerre en Irak puis en Syrie, et qui ont fourni au groupe « État islamique » nombre de ses soutiens populaires. Plus généralement, c'est dans les terribles injustices et les inégalités révoltantes qui sévissent dans le monde qu'il faut voir les sources des violences à venir. C'est donc avant tout en s'attaquant à ces maux, autrement dit en progressant qualitativement dans la gestion des biens communs de l'humanité, qu'on pose les jalons d'un monde plus sûr.

Tous ces points font partie du patrimoine des idées et des principes de gauche en matière d'enjeux internationaux. Sur cette base, j'emprunterai volontiers à Bertrand Badie quatre axes structurants d'une politique internationale de gauche : la solidarité ; le multilatéralisme ; « l'intersocialité » – c'est-à-dire les échanges entre les sociétés et plus seulement entre les États ; enfin « l'altérité », autrement dit la reconnaissance de l'autre dans sa différence.

¹ Bertrand Badie : *Nous ne sommes plus seuls au monde*, Éditions La Découverte, 2016.

La solidarité

La tragédie des réfugiés chassés en masse de leur pays par la guerre, l'oppression et la misère, et le honteux refus des États européens de les accueillir dignement, à plus forte raison de s'attaquer aux causes profondes de ces exils forcés, constituent la double illustration d'un système international à bout de souffle, que toute politique de gauche digne de ce nom vise à changer en profondeur. Cette expérience historique, qui nous a tous et toutes marqués au fer rouge, montre bien en quoi, en promouvant la solidarité, une politique internationale de gauche ne vise pas qu'à apporter un supplément d'âme caritatif à une situation désespérante. Elle a l'ambition de jeter les bases d'un monde nouveau, plus juste, plus stable et plus sûr pour toutes et pour tous. Elle consiste, en effet, à prendre le contre-pied des stratégies occidentales qui ont puissamment contribué à déstabiliser les sociétés en proie à cette émigration de survie. L'objectif doit être, dans le respect de la souveraineté de chaque nation, de contribuer à la construction d'institutions légitimes, associant les populations et établissant avec celles-ci un véritable contrat social garantissant les bases essentielles de la sécurité humaine. Ces nouvelles coopérations doivent bannir toute forme de domination, la guerre, le clientélisme, l'humiliation, l'instrumentalisation de la diversité ethnique et culturelle de ces nations. Le prolongement de cette nouvelle politique extérieure sur le plan intérieur doit être de tourner résolument le dos à toute forme de discrimination et de stigmatisation des citoyennes et des citoyens originaires de ces pays ou ayant avec eux des liens familiaux ou culturels. Une telle pratique de la solidarité consolide notre propre sécurité.

107

Le multilatéralisme

Une politique internationale de gauche doit conduire à en finir aussi bien avec la tendance au « chacun pour soi » qu'avec la conception hégémonique ou oligarchique des relations internationales. Il faut s'ouvrir à tous : aux Chinois, aux Russes, aux pays arabes, à l'Afrique, à l'Iran ... – dialoguer ne signifiant pas approuver sans discernement ni, encore moins, s'aligner servilement sur les positions de quiconque. Dans le respect des principes de la Charte des Nations unies, il ne doit plus y avoir d'exclus du système international. Aucune nation ne doit se prévaloir de « responsabilités

particulières » qui l'autoriseraient prétendument à exercer une quelconque domination sur un pays tiers. Les organisations militaires du type de l'Otan n'ont plus de légitimité : agir contre tout élargissement ou renforcement de ce type de pacte, exiger sa dissolution – à plus forte raison s'en retirer soi-même – est un devoir pour tout pays ambitionnant de promouvoir une politique extérieure de gauche.

L'intersocialité

Dans la mesure où ils ne cherchent pas à préserver l'ordre établi, les progressistes devraient voir dans l'irruption des sociétés dans l'ex-domaine réservé des diplomates une chance de progrès de civilisation. Une politique internationale de gauche prend logiquement appui sur les potentialités sans précédent d'échanges directs entre les sociétés du monde entier offertes par la révolution de l'information et de la communication pour favoriser les rapprochements, les convergences, le métissage culturel, et les approches constructives de l'interdépendance qui caractérise de façon irréversible notre époque.

108

L'altérité

« Une culture ne peut plus organiser le monde en ignorant les autres et leurs comportements et manières de voir, de penser et de se penser », souligne Badie en insistant sur « l'hybridation des cultures hier séparées et distantes ». Les conservateurs et les « occidentalocentrés » ne voient dans cette nouvelle donne qu'une source de menaces dans la mesure où les frustrations, les colères et les revendications des peuples laissés pour compte du système international s'expriment désormais dans un imaginaire mondialisé. Ils préparent ainsi, telle une prophétie auto-réalisatrice, le fameux « choc des civilisations ». Les vagues d'attentats qui endeuillent toutes les régions du monde exacerbent dangereusement ces tentations de l'amalgame et de rejet de l'autre. J'étais plongé dans le dernier ouvrage de Bertrand Badie – *Nous ne sommes plus seuls au monde* – lorsque j'appris que Bruxelles était à son tour frappée par un monstrueux carnage. Le choc et l'effroi provoqués par ces images de mort et de désolation dans cette ville si proche donnèrent après coup à certains passages de ce beau livre une résonance particulière. Il est grand temps, peut-on y lire, de « commencer à construire l'altérité, [de] vivre avec des flux de populations, d'idées, de croyances qui ne nous sont pas familières, [de] tenir compte de l'apport de l'autre,

[de] savoir même en faire une part de notre héritage commun ». Et l'auteur de plaider pour que soit stimulée la connaissance et favorisée la compréhension des autres cultures : « La seule façon d'affronter la mondialisation et d'abaisser le seuil de violence consiste précisément à créer du lien social à l'échelle du monde ». Naturellement, cette ouverture aux autres doit s'accompagner d'une prise en considération des enjeux sociaux planétaires comme des enjeux politiques de premier plan ! « La carte des "Indices de développement humain" les moins élevés coïncide presque parfaitement avec celle des conflits armés contemporains » observe Bertrand Badie : Sahel, Érythrée, Somalie, grands lacs, bassin du Congo, Yémen, Afghanistan... L'un des principaux marqueurs d'une politique extérieure de gauche est la capacité à comprendre que les grandes questions sociales et culturelles internationales sont aujourd'hui plus déterminantes que les enjeux stratégiques traditionnels, et d'en tirer toutes les conséquences.

Toutes ces idées et ces principes, disions-nous, font l'objet de débats d'où émergent des voix fortes qui apportent aux options de gauche en politique extérieure une crédibilité nouvelle.

« Les sept impasses de la diplomatie française »

Il est intéressant et prometteur de constater que certains de ces thèmes apparaissent jusque dans les écrits d'acteurs reconnus de la sphère diplomatique française. Arrêtons-nous sur certains d'entre eux, au profil politique fort divers, et qui ont décidé de se constituer en « club » afin de produire des « analyses » ainsi que des « recommandations » à propos de la situation internationale. Parmi eux figurent notamment deux anciens ministres des Affaires étrangères de précédents gouvernements socialistes, d'ex-ambassadeurs réputés de gauche ou encore des intellectuels progressistes. Or, leur première publication est un véritable réquisitoire contre la diplomatie du pouvoir en place ! *Péchés capitaux : les 7 impasses de la diplomatie française* ne constitue, certes, pas un chef-d'œuvre de la littérature diplomatique, mais c'est un signe de plus de la force de l'exigence d'une nouvelle politique internationale de la France². Sans naturellement cautionner

² Club des Vingt (Hervé de Charette ; Roland Dumas ; Hubert Védrine ; Jacques Andreani ; Bertrand Dufourcq ; Francis Gutmann ; Gabriel Robin ; Claude Blanchemaison ; Denis Bauchard ; Hervé Bourges ; Rony Brauman ; Jean-François Colosimo ; Jean-Claude Cousseran ; Régis Debray ; Michel Foucher ; Jean-Louis Gergorin ; Renaud Girard ; Henri

l'ensemble des positionnements de ces vingt témoins et acteurs de la politique extérieure de notre pays – loin de là ! – on peut cependant relever dans leurs analyses et propositions un certain nombre d'éléments intéressants tous ceux et celles qui se posent la question qui nous occupe présentement : « Qu'est-ce que pourrait être une politique étrangère de gauche pour la France ? »

Ainsi, dès les propos introductifs concernant le diagnostic de l'échec de la politique actuelle, peut-on lire que « croyant renforcer sa main en s'alignant sur plus puissant qu'elle - les États-Unis d'Amérique – [la France] y perd sa crédibilité », ou bien qu'elle « continue de se conférer le droit de juger les autres et de les sermonner », ou encore qu'elle « réagit au coup par coup dans l'immédiateté » au lieu de « définir un dessein à long terme ».

Le premier des « péchés capitaux » étudiés concerne l'Europe. Nous consacrerons à cet enjeu crucial une partie spécifique. Arrêtons-nous néanmoins, brièvement, sur ce que dit le « Club des Vingt » à propos des orientations françaises en la matière. On remarquera l'affirmation que la France doit « redonner sens et perspective à la construction européenne [et non] l'abandonner à la marche sans issue d'une caste technocratique professant un libéralisme dogmatique » ! Nous ne nous attarderons pas, en revanche, sur les propositions alternatives qui suivent ce constat : ce n'est pas dans ce chapitre de la publication des « Vingt » que l'on trouve le plus d'éléments de convergence avec notre propre vision d'une politique de gauche ! Rien d'étonnant à cela : la politique européenne est le domaine le plus clivant, tant elle concerne – par-delà les aspects proprement diplomatiques – des enjeux politiques et sociaux lourds.

Le deuxième domaine nécessitant un changement profond selon les auteurs du texte cité est celui de la relation aux États-Unis. Et là, les convergences avec notre propre analyse sont manifestes : « La France [...] a une peur croissante du changement et de l'avenir qui s'annonce. Alors s'est ravivé chez certains le vieux sentiment atlantiste qui régna dans les années cinquante aux pires moments de la guerre froide [...] Alors, depuis M. Sarkozy et avec M. Hollande, vise-t-elle à devenir le meilleur de la classe atlantiste, concurremment avec la servile Grande-Bretagne ». Et de s'opposer au Traité transatlantique (TAFTA) considéré comme

Laurens ; Pierre Morel ; François Nicoullaud), *Péchés capitaux. Les 7 impasses de la diplomatie française*, Éditions du Cerf, 2016, 72 p.

QU'EST-CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE ?

une initiative ne répondant pas aux intérêts de l'Europe, du moins tant que Washington maintient « un véritable abus de position dominante » illustrée par cette citation éclairante du procureur général des États-Unis : « nulle entreprise susceptible de faire du mal à l'économie américaine n'est au-dessus de la loi américaine » ! Naturellement, une politique de gauche abordera différemment ces enjeux. Elle n'opposera pas en bloc les intérêts de l'UE à ceux des États-Unis, mais insistera sur les intérêts convergents entre les travailleurs des deux rives de l'Atlantique à faire échec au TAFTA. Elle exprimera l'exigence d'un véritable multilatéralisme – symbolisé par les principes de la Charte des Nations unies – et soulignera que la France doit renoncer à ses propres formes de domination, notamment sur les pays du Sud. Mais l'on ne peut que se réjouir de constater que l'aspiration à s'émanciper de la tutelle américaine progresse au-delà de ce qu'on imagine souvent.

Le même rejet de l'esprit de guerre froide s'exprime dans le texte en question au sujet des rapports à la Russie. Ainsi notera-t-on cette condamnation sans appel de la « succession de mesures [des Occidentaux] que Moscou ne pouvait juger que provocatrices : intervention en Yougoslavie ; indépendance du Kosovo ; élargissement de l'Otan ; bouclier antimissile ; affaire libyenne, etc. » Même lucidité concernant le déclenchement du conflit ukrainien : « C'est une initiative européenne qui est à l'origine de la crise [...] Pour Bruxelles, il s'agissait de faire obstacle aux ambitions eurasiatiques de Moscou [...] L'accord passé entre les Russes, les Ukrainiens, les Américains et l'Union européenne [...] fut très vite remis en cause, notamment par l'Ukraine, sans que Berlin et Paris ne fissent rien ». Une politique extérieure de gauche peut partager non seulement cette analyse mais aussi, au moins en partie, le cadre envisagé dans le même texte pour la recherche d'une solution : « Elle résiderait dans la définition d'un point d'équilibre entre l'intégrité territoriale de l'Ukraine (hors Crimée) et une autonomie raisonnable pour le Donbass ». L'affaire ukrainienne ne doit pas faire obstacle à la nécessaire entente entre l'Europe et la Russie, et la France peut y contribuer en prenant appui sur « son amitié plus que séculaire avec la Russie ». Mieux : « Un axe Paris-Berlin-Moscou serait un gage idéal de paix pour l'Europe ».

La politique à mener vis-à-vis des problèmes du Moyen-Orient tient dans ce manifeste une place particulière. Et, là encore plus

qu'ailleurs, bien des idées émises nous sont familières et dessinent en creux des perspectives qui conforteraient une politique de gauche. Qu'on en juge : « Les conséquences non seulement de l'intervention en Irak, mais aussi de la politique qui a suivi, n'ont pas fini de faire sentir leurs effets » ; « l'interventionnisme occidental, au cours des dernières années, a contribué davantage à déstabiliser qu'à stabiliser la région » ; « l'Europe [y] est politiquement inexistante » ; « la France ne peut jouer un rôle utile de conciliation, voire de médiation, qu'en acceptant de parler sans exclusive à tous les interlocuteurs concernés » ; « nonobstant les régimes en place, une coopération programmatique avec la Russie et l'Iran s'impose comme une évidence ». Concernant plus précisément le conflit israélo-palestinien, « la faiblesse d'Obama face à Netanyahu n'est que trop claire » ; « ces dernières années, [la France] n'a cessé de pencher du côté d'Israël » ; « la politique poursuivie par le gouvernement israélien depuis 2001 est funeste pour la paix [...]. Sa politique est suicidaire » ; « l'amitié de la France pour Israël lui fait obligation de tenir un langage de franchise » ; la France « n'a toujours pas reconnu l'État de Palestine ». En Irak, « la France doit réaffirmer son attachement à l'unité du pays », ce qui implique que soient « rétablis la cohérence et le respect mutuel entre les trois communautés, avec pleine réintégration des sunnites dans le jeu électoral [...], une plus grande autonomie locale assortie d'une répartition équitable des responsabilités et des ressources ». Concernant la Syrie, la France « continue de regretter une intervention militaire qui aurait pu pourtant être à l'origine d'un désordre général dans la région ». Enfin, s'agissant du problème des réfugiés, les signataires du texte jugent « l'Europe imprévoyante, l'Allemagne généreuse, la France précautionneuse, les pays de l'Est égoïstes, la Turquie cynique » ; « le problème des migrants leur est pourtant commun » ; tous les pays membres « n'ont pas encore compris que les événements qui se déroulent [au Moyen-Orient] engagent leur destin à tous ».

Il est symptomatique de constater que – les questions de l'Europe mis à part – c'est sur les enjeux de la relation de la France à l'Afrique que les analyses de ces diplomates critiques sont le moins porteuses d'idées que nous puissions partager. Certes, ils ont raison de fustiger « l'image superficielle et folklorique » de l'Afrique, trop répandue dans notre pays, et d'attirer l'attention sur la place qu'est appelé à prendre un continent qui devrait compter le quart de la population mondiale en 2050. Il est également pertinent

QU'EST-CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE ?

de suggérer aux responsables français de ne pas « se limiter à des pays francophones » et surtout d'inviter nos dirigeants actuels et futurs à ne pas « s'appuyer seulement sur les gouvernements [africains] mais aussi sur les sociétés civiles en pleine expansion ». Mais le message du groupe de diplomates est, quant au fond, avant tout, « *business friendly* ». L'intérêt qu'ils portent à l'Afrique tient manifestement surtout au fait qu'elle « constitue un formidable marché en expansion, avec, en particulier, des classes moyennes en forte augmentation qui représentent un marché de consommation en pleine croissance ». C'est précisément avec cette vision mercantile de la relation à l'Afrique qu'une France de gauche devra rompre ! Et cesser de confondre les « sociétés civiles » avec les « classes moyennes » solvables ! « Certes », note d'ailleurs le texte en question – et tout est dans cette incidente, par définition secondaire – « il n'est pas assuré que la production alimentaire puisse suivre le rythme de ce développement, ni que celui-ci s'accompagne de la création de suffisamment d'emplois » – crueleuphémisme ! Autre contradiction entre ce qui est ici avancé et ce qu'on attend d'une France de gauche : outre le satisfecit accordé aux interventions armées en Afrique, dont la France a fait sa mission (« Cela est positif »), le regret pour le moins ambigu d'une trop grande retenue de la France vis-à-vis de ce continent, « comme si les gouvernements français successifs craignaient d'en revenir par là à la Françafrique » ... On le voit, dans ce secteur plus que dans d'autres, une politique française de gauche aura à affronter des résistances tenaces pour se frayer un chemin.

Plus intéressant, à cet égard, est la contribution de ces vingt acteurs de la politique internationale à propos des relations de la France avec certains pays d'Asie, à commencer par la Chine. Très pertinente est, par exemple, l'observation selon laquelle, si la France a longtemps constitué « un partenaire recherché pour son indépendance [...], notre retour dans l'organisation militaire intégrée de l'Otan a fait douter Pékin quant à la réalité de cette indépendance ». Nous pourrions également reprendre à notre compte la leçon qu'il est proposé de tirer de ce constat : « Il faut rétablir avec la Chine un dialogue politique continu sur les différents aspects de la scène mondiale ». Nous ajouterons : il faut immédiatement, comme toute première mesure s'inscrivant dans un processus de démilitarisation des relations internationales, retirer la France du commandement intégré du bras armé de Washington en Europe !

Europe : quelle alternative ? Quelle stratégie ?

Une politique européenne de gauche pour la France consiste, d'une part en un projet alternatif à la construction actuelle dont la réalisation passe par des ruptures radicales avec les orientations et les structures existantes, d'autre part en une stratégie permettant d'agir sur le réel à partir de ce projet.

Le projet alternatif tout d'abord : il consiste, aux yeux de certains, à préconiser la « sortie » de l'Union européenne. Ou encore à spéculer sur sa désintégration. Soyons-en conscients : dans le contexte actuel – chantage de Cameron au « Brexit » ; vagues de fermetures de frontières nationales pour repousser les réfugiés ; constitution de véritables coalitions d'États xénophobes au sein de l'UE ; montée de forces populistes... – un éclatement de l'UE est bel et bien possible, mais il risquerait fort de se traduire par une flambée de nationalismes ! Un projet de gauche appelle tout au contraire à reprendre le flambeau de l'idée européenne aux forces qui l'ont à ce point abîmée, à reprendre l'initiative du combat pour une sortie par le haut de la crise existentielle de l'UE ! Cette union nouvelle doit – à l'opposé de la mise en concurrence, de la guerre économique et des reculs sociaux au nom de la mondialisation – permettre aux peuples et aux nations qui en ont la volonté de s'entraider à réorienter l'argent pour faire vivre un modèle social et écologique avancé dans la mondialisation. Elle doit - à l'opposé de la confiscation des pouvoirs au profit d'une oligarchie financière et politique - leur donner les moyens d'avoir collectivement prise sur les décisions-clés qui déterminent leur avenir. Elle doit – à l'opposé d'une participation active aux rapports de domination dans le monde – user du poids et de l'influence qu'elle représente pour promouvoir la solidarité, la coopération, le multilatéralisme et la culture de la paix sur la scène internationale, avec tous les partenaires qui acceptent cette démarche.

Mais pour concrétiser ce projet, il faut une stratégie à même de frayer un chemin au travers de situations concrètes non choisies. Appréhender le « réel », en l'occurrence, commence par la prise en considération des différences, voire des contradictions, qui existent entre notre projet et celui des nombreuses autres forces de progrès – en France et dans les autres pays concernés – appelées à concourir à la transformation de l'Union européenne. Par exemple, dans tel pays, c'est une sensibilité de type fédéraliste qui domine à gauche ;

QU'EST-CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE ?

dans tel autre, c'est, à l'inverse une culture plutôt souverainiste qui l'emporte. Ici, on est favorable à l'euro, ailleurs, on s'y oppose. De même, tous les peuples ne partagent pas la conception française traditionnelle des services publics. Etc. La construction commune à concevoir ne pourra donc être la simple projection sur l'Europe de l'un des projets nationaux. Elle sera nécessairement spécifique et diversifiée, à partir d'un socle commun de principes et de valeurs.

L'autre dimension du « réel » est naturellement l'état évolutif des rapports de force politiques, tant dans notre pays qu'à l'échelle européenne. Aujourd'hui, les aspirations au changement sont massives en Europe, mais on ne sait que trop qu'elles ne débouchent pas spontanément sur le même type de solutions !

Comment, dès lors, concevoir une politique européenne de gauche pour la France qui soit en mesure de contribuer concrètement aux changements souhaités ? Peut-on se contenter de « désobéir à Bruxelles » en ignorant les autres peuples concernés ? La réalité est plus complexe. Certes, la France doit, coûte que coûte, prendre des initiatives fortes en rupture avec les orientations officielles. Mais elle gagne à le faire sur des sujets également sensibles pour d'autres peuples européens, et elle a tout intérêt à agir d'une manière qui lui assure les plus larges sympathies et si possible les plus forts soutiens dans d'autres pays de l'UE. Ce n'est qu'ainsi que l'on fera évoluer les rapports de force, qu'on isolera les forces libérales, qu'on coupera l'herbe sous les pieds des populistes et qu'on renforcera la conscience politique et la soif d'engagements solidaires des progressistes.

Tel est le sens d'une proposition phare chère aux communistes français, formulée à la veille de l'élection présidentielle de 2012 : l'un des premiers actes d'un gouvernement de gauche devrait être de convoquer des « états généraux pour la refondation de l'Europe ». Cette initiative vise à inviter toutes les forces politiques, organisations syndicales, grandes ONG, associations d'élus, réseaux citoyens de sensibilités progressistes dans toute l'UE afin de dégager ensemble et au grand jour des convergences essentielles sur ce qui ne peut plus durer dans l'UE et sur quelques grands changements à promouvoir. Ce pourrait être l'amorce d'un grand débat populaire dépassant les frontières, qui crédibiliserait grandement des pistes alternatives dans le sens d'une union nouvelle de nature solidaire et coopérative : sur la remise en cause de l'austérité, sur les nouvelles missions à exiger pour la BCE, sur la substitution de rapports de coopération sans domination à la « concurrence libre et non faussée », sur les

ruptures démocratiques à opérer avec l'autoritarisme centralisé des institutions, sur les valeurs éthiques à observer, sur la démilitarisation des relations internationales...

Comment caractériser une telle construction articulant le droit imprescriptible de chaque peuple de choisir son destin avec l'interdépendance, aujourd'hui incontournable entre pays de l'UE ? Comment motiver pour ce projet commun des peuples aux options partiellement différentes ? Comment garantir néanmoins la cohérence des choix pour éviter d'aboutir à un ensemble hétéroclite ?

Lors des travaux de sa convention sur l'Europe de 2013, le PCF a avancé à ce propos des concepts qui ont le mérite de tenter d'apporter des réponses novatrices à ces interrogations. Il propose d'aller vers une « union de nations et de peuples souverains et associés ». Il préconise dans cet esprit une « union à géométrie choisie ». Enfin, afin de permettre à chaque peuple de faire des choix cohérents en pleine connaissance de cause, il juge indispensable l'organisation d'un vaste débat public sur le thème : « Que voulons-nous faire ensemble ? » Explications.

116

« *Union des nations et des peuples* » : cela signifie qu'il faut s'attaquer à la verticalité, de haut en bas, qui caractérise l'UE aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'imposer d'en haut un cadre unique auquel les pays devraient s'intégrer. Il faut, à l'inverse, partir des réalités historiques, culturelles et politiques des nations qui composent l'« Union » pour construire ensemble un cadre de coopération adapté à ces réalités plurielles. Les communistes insistent, à cet égard, sur la nécessité d'impliquer les citoyens et les assemblées élues dans l'élaboration des choix essentiels, dans le contrôle des décisions qui s'ensuivent, comme dans l'évaluation des résultats. Ils estiment que cette démarche, parce qu'elle repose sur des choix libres et assumés et sur le respect du génie propre à chaque nation – bref sur la souveraineté de chaque peuple –, favoriserait, non le repli ou le chauvinisme, mais le plein épanouissement des coopérations et, partant, une construction européenne bien plus solide que celle que nous connaissons et qui est, de l'aveu même de ses dirigeants, menacée de « désintégration ».

« *Souverains et associés* » : chaque peuple doit avoir la garantie qu'il ne sera pas entraîné dans un engrenage aboutissant à un modèle de société qui violerait ses choix fondamentaux. À cette fin, - contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui - aucun modèle économique ou politique prédéterminé ne devrait figurer dans les

QU'EST-CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE ?

traités européens. En outre, « en amont des décisions européennes [aurait lieu] un processus de co-élaboration impliquant les Parlements nationaux. Ceux-ci seraient ainsi saisis de tout projet politique européen et appelés à faire connaître les principes qu'ils entendent voir respectés. Les concertations entre les différents Parlements nationaux seraient favorisées en vue d'aboutir aux plus larges convergences possibles. Si, au terme de ce processus, les décisions européennes qui en résultent mettaient gravement en cause des choix fondamentaux d'un pays membre, celui-ci serait fondé, par une décision de son Parlement, à activer une « clause de sauvegarde ». Ainsi, sur les questions relevant des choix fondamentaux de chaque pays, la nécessaire prise en compte des spécificités et des volontés nationales résulterait d'un dispositif parlementaire public et transparent. » (convention de 2013).

« *Une union à géométrie choisie* » : il ressort de ce qui précède que, dans une telle union respectueuse des choix souverains de chacun de ses membres, rien ne pourrait contraindre un pays de participer à un champ d'activité qui mettrait en jeu un aspect essentiel de son modèle de société. Il décide librement de faire partie ou non de la zone euro ; de prendre ou non part à la défense européenne ; ou encore de conserver, s'il le souhaite, des entreprises publiques de service public non soumises aux règles de concurrence (étant entendu, en retour, que ces mêmes entreprises ne pourront pas concurrencer les autres entreprises sur le marché unique européen).

« *Que voulons-nous faire ensemble ?* » : ce débat préalable apparaît, dès lors, vital pour éviter d'aboutir à une « Europe à la carte », chaque « partenaire » ne voyant que son intérêt propre et immédiat au détriment de la nécessaire maîtrise solidaire de l'interdépendance entre nos nations. Les citoyens des différents pays prêts à unir partiellement leur destin décideraient ainsi ensemble et en toute clarté dans quels domaines et jusqu'où ils veulent construire du commun.

On aura compris qu'un tel projet ne s'inscrit pas dans une démarche fédéraliste. En revanche, il est fondé sur des valeurs communes et vise à permettre à ses membres de maîtriser, de façon solidaire et en coopération étroite, leur interdépendance.

En outre, ce projet ne correspond pas à une vision fermée sur elle-même de l'union à construire. Il est internationaliste. Il a l'ambition de contribuer à transformer le monde, à humaniser la mondialisation, à mettre la révolution numérique au service du

progrès de l'humanité, à sauver la planète face à ses prédateurs : l'union « refondée » doit servir à donner à cette ambition une masse critique suffisante pour modifier les rapports de force à l'échelle du monde. Son poids et son influence doivent permettre de rendre les relations internationales plus justes, plus démocratiques, plus responsables et plus pacifiques. Ce parti pris fondamental va, en particulier, à l'encontre de la militarisation des rapports internationaux, de la banalisation de la guerre pour régler les problèmes du monde, de la persistance de blocs militaires tels que l'Otan. Il vise à favoriser la sécurité collective, tant sur le continent européen qu'à l'échelle mondiale, à prévenir les conflits et, le cas échéant, à les résoudre par la voie des négociations. Il prend pour référence les principes de la Charte des Nations unies.

Il s'agit naturellement d'un processus très graduel, à l'opposé de l'illusion du « grand soir ». La durée de ce processus est imprévisible ; sa géométrie (quels peuples vont-ils faire irruption ?) également. Tout comme les types de ruptures qui marqueront ce cheminement (quels maillons de l'actuelle UE vont craquer en premier). Ce qui est sûr, c'est que cela se traduira par une crise, un affrontement politique entre l'ordre ancien et les exigences de changement. Ce sera nécessairement une transition éminemment conflictuelle, avec des avancées, des reculs et des changements de trajectoire imprévus. Des règles réputées intouchables sauteront ; d'autres s'imposeront. C'est dire si ce processus appelle une grande intelligence politique : c'est ce qui confère aux organisations politiques qui ont l'ambition de s'y impliquer la responsabilité de susciter des pratiques politiques faisant résolument appel à l'intelligence et à la capacité créative des citoyennes et des citoyens.

Ce processus passe également par une politique de rassemblement très large... et multinational. D'où l'importance à attacher au travail parmi les forces progressistes européennes dans leur grande diversité – politiques mais aussi syndicales, associatives, culturelles – et avec des personnalités prêtes au dialogue voire à l'action commune. Il s'agit de travailler à faire converger des courants d'opinions insuffisamment habitués à coopérer, autour des attentes de changement essentielles et partagées.

Faire ce choix signifie s'engager dans une bataille d'idées permanente – sur le modèle de la campagne de 2004-2005 précédant le référendum sur le TCE – et dans des luttes sociales et politiques d'ampleur autour des enjeux européens qui surgissent

QU'EST-CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE ?

dans l'actualité : c'est la condition pour construire dans la vie réelle les rapports de force nécessaires pour imposer des changements.

Un tel défi est-il à l'ordre du jour ? Il faut le croire : Donald Tusk, président du Conseil de l'UE n'a-t-il pas lui-même noté récemment que « l'atmosphère d'aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. » (*Le Monde*, juillet 2015). Cela montre combien il est crucial d'ouvrir une perspective progressiste, solidaire, coopérative à cette légitime impatience ! C'est ce que nous appelons la refondation de l'Europe.

Résumé :

L'exigence d'un changement profond de la politique extérieure de la France s'exprime de plus en plus dans le débat public – tout au moins parmi les citoyens les plus politisés. Dans une première partie, l'article évoque à grands traits une réponse de gauche à la mondialisation, telle que la conçoit une figure progressiste des relations internationales : Bertrand Badie. Dans un deuxième temps, il s'arrête sur un manifeste d'acteurs connus de la sphère diplomatique qui dresse un tableau très critique de la politique extérieure française depuis dix ans et avance des propositions dont certaines sont familières à un public de gauche. Enfin, il revient sur les axes essentiels de l'approche communiste française des enjeux européens.

